

Article du *Journal du Dimanche* du 13 mai 2018

LA RÉPONSE DE NELLY DUTU, MAIRE DE LA VERRIÈRE

Je souhaite vivement réagir à l'article du *Journal Du Dimanche* paru le 13 mai 2018. En effet, dans son dossier sur la montée du salafisme en France, le journaliste consacre un paragraphe à la ville de La Verrière. Il affirme s'appuyer sur des rapports du Service Central du Renseignement Territorial pour légitimer son écrit. Il y prétend qu'un quartier entier de la ville serait en dehors des lois de la République. Cet article m'interpelle au plus haut point !

Le journaliste ne fait que surfer, sans nuance, sans analyse, sur des représentations anti musulmanes caricaturales pour provoquer un sentiment de rejet et de peur. Cet article participe, par son ton, à stigmatiser une population, un quartier et une ville.

Pour se faire il n'hésite pas à écrire des contre-vérités. L'article évoque des harcèlements collectifs et violents, permettant « l'instauration d'un nouvel ordre salafiste ». Je tiens à préciser que, si nous avons déjà condamné des actes individuels de contrôle social, il est mensonger de laisser se propager l'idée qu'une « police des bonnes mœurs religieuses » existerait dans le quartier. Je tiens également à rappeler que, contrairement à ce que pourrait laisser entendre cet article, de tous les jeunes français qui sont partis en Syrie, aucun n'était de La Verrière.

Le quartier est composé de personnes de diverses origines, diverses nationalités, diverses confessions religieuses, y compris des athées ! Les associations, nombreuses, sportives, caritatives et solidaires, participent à la vie du quartier.

Par ailleurs, l'article assure que la délinquance aurait baissé dans le quartier car les délinquants se seraient soumis à ce mouvement salafiste ! Malheureusement, la délinquance existe et seule la Police Nationale est aujourd'hui légitime et en capacité d'agir.

Cette façon de traiter les quartiers populaires n'est pas tolérable et s'attaque aux valeurs de tolérance et du bien vivre-ensemble. C'est oublier de faire le constat de la situation sociale de bon nombre de ces quartiers populaires en France.

Le vrai problème, à l'origine de bien des maux, c'est l'accumulation des difficultés sociales, dont la principale est le chômage, ou le travail mal payé et à temps partiel. La réponse que mon équipe municipale et moi-même nous efforçons de donner est celle de plus de République, en faisant vivre ses valeurs, y compris la laïcité, grâce aux Services publics de proximité et aux associations. Mais cela demande des moyens supplémentaires et un engagement politique de l'État. Or les finances de la Ville sont mises à mal et cela risque à terme de remettre en cause notre politique audacieuse sur le bien vivre-ensemble, basée sur le dialogue inter-quartiers, intergénérationnel, interculturel, pour développer des initiatives autour de la culture, des sciences, de la démocratie.

Cet automne, à Grigny, j'ai participé à la réunion des maires de banlieue en colère de tous bords politiques. Nous avons exigé des moyens financiers et humains supplémentaires afin de lutter contre les inégalités sociales dont sont victimes les habitants de nos quartiers. Nous avons exigé de ne pas être traités comme des citoyens de seconde zone. Plusieurs rencontres ont eu lieu depuis à Roubaix, Mulhouse, Sevran, Allonnes, et à la Réunion, sur les thèmes de l'emploi, du sport, du monde associatif, de la culture...

Les travaux ont abouti au rapport Borloo aujourd'hui sur la table du premier ministre. L'intervention du Président de la République le 22 mai à ce sujet doit être à la hauteur des attentes.

C'est ce message que portent les élus de la majorité municipale, et en aucune façon, celui de la stigmatisation que porte cet article contre un quartier, contre toute une ville.

Nelly DUTU,
Maire de La Verrière
Le 14 mai 2018

